



NON à l'initiative de résiliation des accords bilatéraux, OUI à de nouveaux avions de combat

La faïtière de l'économie, economiesuisse, a arrêté sa position sur les objets soumis au vote le 27 septembre 2020. Elle rejette l'initiative de résiliation des accords bilatéraux et soutient l'achat de nouveaux avions de combat. Par ailleurs, elle laisse la liberté de vote en ce qui concerne la prise en compte des frais de garde des enfants par des tiers.

La votation populaire sur l'initiative de résiliation des accords bilatéraux - ou initiative populaire «Pour une immigration modérée (initiative de limitation)» selon les initiants - qui remet en question la voie bilatérale et donc les fondements de la politique européenne de la Suisse, est très importante pour l'économie. economiesuisse s'est positionnée très tôt contre cette initiative et mènera une campagne engagée en faveur du NON avec la large alliance ouverte+souveraine en vue du scrutin du 27 septembre. Pour la place économique, l'initiative représente une expérimentation hautement risquée qui compromettrait sérieusement la prospérité de la Suisse.

economiesuisse recommande de dire OUI à l'achat de nouveaux avions de combat. La flotte actuelle est vieillissante et doit être remplacée, afin que l'armée dispose des moyens nécessaires et modernes pour assurer la protection de l'espace aérien. L'armée de l'air est un élément important du réseau national de sécurité, dont bénéficient également les entreprises et leurs employés. Dire oui, c'est investir dans la sécurité et la stabilité de la Suisse.

Liberté de vote sur l'augmentation des déductions pour enfant et pour frais de garde des enfants

Enfin, l'économie suisse a décidé de laisser la liberté de vote pour la question de l'augmentation des déductions pour enfant et pour frais de garde des enfants par des tiers. Aux yeux de l'économie, le rapport coûts-utilité de la proposition n'est pas suffisamment équilibré. Le projet encourage la conciliation de la famille et de la vie professionnelle, mais seulement de manière accessoire. Sa pièce maîtresse, l'augmentation de la déduction pour enfant, est avant tout une question de société et ne concerne que peu l'économie.

l'économie suisse ne prend pas position sur le congé de paternité ni sur la loi sur la chasse.